

LA RESISTANCE DANS LE VAL-D'OISE

- Juin 1942 : explosion d'un transformateur à l'usine Lorraine ;
- Juillet 1942 : sabotage de camions allemands au Moulin d'Orgermont ;
- Août 1942 : sabotage de camions allemands au garage de la rue Ambroise-Thomas à Argenteuil ;
- Septembre 1942 : incendie provoqué du même garage et de plusieurs camions ;
- Octobre 1942 : destruction des lignes téléphoniques, sur la route d'Enghien et la route de Sannois ;
- Entré le 20 décembre 1942 et le 8 janvier 1943 : attaque à la grenade par le détachement C. Carré d'un train de permissionnaires arrêté par une rupture de rail, sur la voie Paris-Pontoise : 23 morts, de nombreux blessés. Un F.T.P. ayant eu la main arrachée accomplit douze kilomètres de repli sans une plainte (1). A Argenteuil, un grand dépôt de caoutchouc est détruit par le détachement Valmy ;
- Début 1943 : réorganisation du groupe. Diffusion accrue de la presse clandestine. Etablissement de fausses cartes et certificats de travail (on doit se rappeler que la loi de Vichy créait le Service du Travail Obligatoire de deux ans pour tous les jeunes gens des classes 1940 - 1941 - 1942, qui seront envoyés en Allemagne, date du 16 février 1943 — Note de l'auteur). Recherche de renseignements. Garde et transfert de parachutistes alliés. Récupération d'armes ;
- Mars 1943 : évasion organisée de deux Alsaciens enrôlés de force dans l'armée allemande ;
- Mai 1943 : nouveau sabotage aux bancs d'essai de la Lorraine ;
- Novembre 1943 : contacts entre les groupes d'action « Vengeance » — « Libre Patrie » — « F.U.J.P. » ;
- Décembre 1943 : hébergement d'un poste radio émetteur ;
- Janvier 1944 : sabotage des transformateurs, des bancs d'essai et des tours de « La Lorraine ».



Victor RECORAT
FTP (1906-1943)
Commissaire au Matériel et aux Renseignements fusillé le 26.02.1943 au Mont Valérien.

— le 13 juillet 1943, à Ermont, un militant prend la parole au réfectoire. Le soir, une délégation appuyée par une manifestation de tous les ouvriers va déposer les revendications. Elle obtient partiellement satisfaction. Le 14, manifestation le matin avec chant de La Marseillaise. L'après-midi, défilé devant une plaque commémorative en l'honneur de Pierre Sémerad. Grève perlée toute la journée.

Dans les ateliers « La Lorraine » à Argenteuil, le 13 juillet, à 17 h, deux drapeaux sont hissés dans l'usine, les ouvriers arrêtent tous le travail. A 13 h 15 la sirène ayant fonctionné pour la reprise, tous les ouvriers sortent comme si c'était le signal du départ. Pas de travail le 14. A l'U.O.M.A. d'Argenteuil, les ouvriers rentrent en aborant la cocarde tricolore et au chant de La Marseillaise. Dans deux ateliers importants, la pagaille est organisée et 90 % des ouvriers font la grève des

bras croisés. Devant ces faits, la direction ferme l'usine à midi. A la S.G.M.A. — toujours à Argenteuil — le 13, un drapeau tricolore et un drapeau rouge sont hissés sur le château de l'usine. Quand la police vient les enlever, les ouvriers cessent le travail et chantent La Marseillaise et l'Internationale.

— le 11 novembre 1943, à « La Lorraine », un drapeau tricolore flotte à l'intérieur de l'usine. A 11 h, débrayage général ; à 11 h 30 La Marseillaise éclate. Le directeur boche menace de prendre 50 otages si le travail ne reprend pas immédiatement. Personne ne bronche. De rage, les Boches font garder les issues par des

hommes armés de mitraillettes pour empêcher l'équipe du matin de sortir. La colère monte et les Boches sont obligés de retirer leurs mercenaires ;

— en novembre 1943, également à « La Lorraine », 50 moteurs sont sabotés, le banc d'essai est incendié.

Cette liste déjà impressionnante ne se limite pas là car elle ne doit pas faire oublier que certains francs-tireurs travaillent normalement à Paris ou dans des usines de la Région parisienne et y opèrent des sabotages semblables. Il en est ainsi, par exemple, de notre camarade Georges Ginfray de Domont : courageux combattant de 1940, successivement à Narvik, en Belgique puis à Dunkerque — où il se trouve être le chauffeur du lieutenant Aragon (plus tard le grand poète de la Résistance) —, rapatrié d'Angleterre, enfin démobilisé, il reprend en octobre son poste de soudeur aux ateliers Championnet de la T.C.R.P. à Paris, alors réquisitionnés par la Reichbahn allemande. Il s'y emploie aussitôt à former des « groupes de trois », embryons de l'organisation des F.T.P., à confectionner et à distribuer des tracts et, surtout, à mettre au point les malfaçons du matériel, ainsi que la fabrication d'armes rudimentaires.

Mais écoutons plutôt quelques passages de son récit, particulièrement intéressants quant aux méthodes utilisées : « Les ateliers étaient occupés par la Reichbahn et un sérieux cas de conscience se posait pour l'antifasciste que j'étais ! En m'adressant à mes camarades, je leur déclarais : « Comment vous travaillez pour les hitlériens ? » Ils me répondaient : « Eh ! on y est bien obligés puisqu'ils sont les maîtres et il va bien falloir que tu en fasses autant... » Alors, je leur racontais ce que nous avions

Dans les usines, les sabotages et les appels à la mobilisation patriotique se développent en 1942 et 1943.

Arrêtons au début de 1944, cette liste. Elle n'a d'ailleurs rien d'exhaustif car elle laisse dans l'ombre bien des actions individuelles dont le souvenir, après quarante années, n'a pu être gardé, ainsi que les multiples manifestations patriotiques, les débrayages ou arrêts de travail, les grèves « perlées », organisées dans les usines et ateliers pour contrecarrer l'effort de guerre allemand. Citons :

— 17 octobre 1942 : à « La Lorraine » d'Argenteuil, arrêt de travail de 13 h 30 à 16 h. Dans cette usine, un débrayage avait déjà eu lieu pour les salaires et trois machines importantes ont été sabotées ;

(1) Tillon. — Les F.T.P., D'après nos recherches et en dépit d'une non-concordance de dates facilement explicable dans les souvenirs de cette époque, il semble bien que le courageux partisan auquel fait allusion l'ouvrage de Tillon, soit Marcel Saintin d'Ermont. Voici, en effet, le témoignage de M. Marcel Parrin, demeurant à Saint-Prix : « en avril 1942, alors que je demeurais à Eaubonne, un camarade de la Résistance nommé Gorier, demeurant à Ermont dans le quartier des Gros-Lu, a fait brusquement irruption chez moi alors que j'étais malade et m'a rapidement déposé 3 revolvers (les premières armes recueillies). Un peu plus d'une heure après, un autre camarade inconnu de moi est arrivé, accompagné de Marcel Saintin, résistant du même quartier que Gorier ; Saintin gravement blessé, avait la main pendante et ensanglantée. C'est en manipulant une grenade artisanale fabriquée par les chemins d'Ermont, au cours de l'attaque d'un convoi sur la voie ferrée entre Sannois et Argenteuil, qu'il venait d'être blessé. Emmené chez le Docteur Marion à Eaubonne et celui-ci s'étant déclaré impuissant à assurer des soins insuffisants, on transporta Saintin à l'hôpital d'Eaubonne. Durant ce temps, et ayant été prévenu par lui, je m'endis à son domicile pour m'emparer de papiers qui, s'ils avaient été découverts, auraient été susceptibles de provoquer l'arrestation d'autres camarades et je les détruisis par le feu... Un autre groupe de Résistants est revenu, ensuite, enlever Marcel Saintin pour le transporter dans un lieu plus sûr quand sa guérison fut en bonne voie. Néanmoins, il fut arrêté quelque temps plus tard et déporté ».

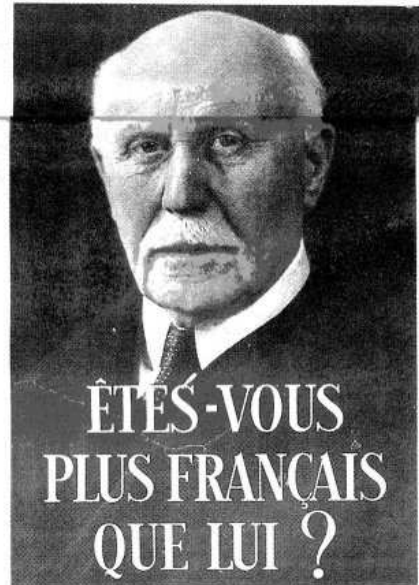
LA FRANCE LIBRE



Si l'appel du 18 juin 1940 n'a pas été très entendu dans le Val-d'Oise, son texte, sous forme de tracts et d'affiches, est bientôt connu de tous. On peut la Croix de Lorraine sur les murs et les adolescents rêvent de rejoindre Londres, comme Michel Poniatowski, futur maire de l'Isle-Adam, engagé dans les Forces Françaises Libres.

Dans la France occupée, on attend surtout les parachutages d'armes qui tardent à venir. Le manque d'armement se fera cruellement sentir durant les dernières semaines de l'Occupation, alors que les détachements nazis terrorisent la région, détruisent les stocks et les voies de communication.

Un camp d'internement dans le Vexin



Par un privilège dont il se serait bien passé, le Val d'Oise abritait depuis 1940 un « Centre de séjour surveillé », unique pour la Seine-et-Oise et toute la Région parisienne. Sous ce nom pudique, ces « centres » installés en divers points de France constituaient en réalité de véritables camps d'internement où se trouvaient enfermés, en vertu des lois d'exception et par simples décisions administratives sans recours, les catégories les plus variées de « suspects », soit plus précisément : les internés politiques, c'est-à-dire les communistes, les gaullistes et les gens soupçonnés de « menées anti-nationales » suivant la curieuse terminologie de l'époque, en vertu du décret du 18 novembre 1939 et de la loi du 15 octobre 1941 ; les étrangers indésirables (loi du 12 novembre 1938), ce qui prête à quelque ironie alors que des troupes étrangères, bien plus « indésirables » occupent notre pays... ; les trafiquants du marché noir — petits trafiquants, bien entendu, les grands accapareurs et fournisseurs des Allemands échappant naturellement à toute répression — ainsi que les destructeurs de récoltes ou denrées (lois des 28 juin 1941 et 15 mars 1942) ; enfin les internés pour pratiques « abortives » (loi du 15 février 1942). En fait un milieu bien disparate !

Créé le 6 octobre 1940 et placé sous l'autorité directe du Bureau Politique de la Préfecture de Versailles et de son Chef de

Cabinet, ce camp se trouvait installé à Aincourt dans le Vexin. Les propositions d'internement, soumises à la décision du Préfet, émanaient généralement de l'Intendant de Police, des sous-préfets, du Directeur départemental du Ravitaillement, parfois directement du Bureau politique. Les éventuelles propositions de libération suivaient la même voie. Les finalités de l'institution — qui ne constituait en fait que la reprise du régime de l'internement administratif institué en d'autres circonstances et à d'autres fins pour les fameux décrets Daladier de septembre 1939 — tendaient évidemment à paralyser toute forme d'opposition au régime de Vichy ou à l'Occupant par des arrestations « préventives » ; puis, par des promesses de libération plus ou moins tenues, à obtenir des internés l'abandon de leurs idées patriotiques, voire leur adhésion à des organisations fascistes favorable à l'Ordre Nouveau (mais ceux qui s'y abandonnèrent payèrent assez souvent de leur vie leur trahison), enfin, à constituer une sorte de « vivier » où la Gestapo et la police aux ordres de l'ennemi venaient librement puiser soit des personnes recherchées, soit encore des otages en cas de besoin. On peut, d'après les archives, estimer à 4 000 le nombre des individus qui transitèrent par ce camp dont la capacité d'hébergement « habituelle » était de 700. Il fut finalement dissous le 13 septembre 1943, sans qu'on sache exactement pourquoi ni comment.